



mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

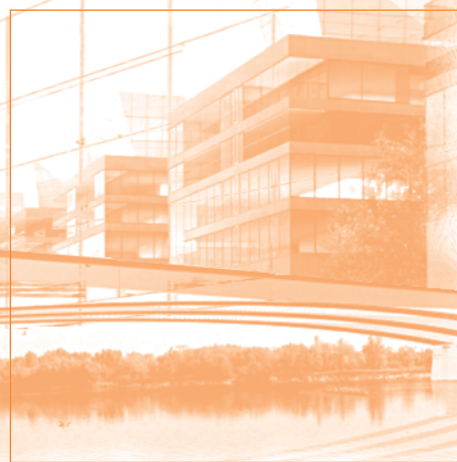
La qualité s'invente et se partage

Présenter

Observer

Guider

Rapport d'Activité 2005



SOMMAIRE

■	L' EDITORIAL	3
■ I.	L' ACTION INTERMINISTERIELLE	5
	Tansposition des directives «marchés publics» du 31 mars 2004	6
	Observatoire de la commande publique	6
	Les contrats de partenariat. Principes et méthodes	7
	Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat	7
	Les groupes de travail ministériels.....	7
■ II.	LES ETUDES ET RECHERCHES	11
	Les nouveaux montages complexes publics-privés	12
	La prise en compte des coûts différés	13
	Modèle de marché public de maîtrise d'œuvre en bâtiment neuf	13
	Guide du bon usage du processus de conception-réalisation	14
	La professionnalisation des services de maîtrise d'ouvrage-CNFPT	14
	Le mandat / La conduite d'opération.....	14
	Les contrats de maîtrise d'œuvre urbaine	15
	L' après-concours	15
	Étude sur la détermination des enveloppes prévisionnelles	15
	Le suivi statistique des consultations de maîtrise d'œuvre	16
■ III.	LES MISSIONS AUPRES DU PUBLIC	17
	LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE À LA MAITRISE D'OUVRAGE	18
	L' INFORMATION	27
	LA FORMATION / SENSIBILISATION.....	28
■	L' EQUIPE	40



François KOSCIUSKO-MORIZET
Président
Ingénieur général
des Ponts et Chaussées
Maire de Sèvres

La nécessité, s'imposant aux autorités françaises, de transposer avant fin janvier 2006 les directives européennes du 31 Mars 2004 a entraîné de nouvelles modifications des textes nationaux régissant la commande publique. Ce fut le cas du Code des Marchés Publics qui a dû être largement révisé au cours de l'année 2005 pour une édition début 2006. Ce fut également le cas des textes (lois et décret) régissant la commande des pouvoirs adjudicateurs et des entités adjudicatrices non soumis au Code, mais relevant néanmoins de ces directives.

La Mission Interministérielle pour la qualité des constructions publiques s'est, une fois de plus, investie dans le champ réglementaire pour accompagner la rédaction de ces nouveaux textes, celle-ci pouvant influencer très significativement sur la qualité - ou la non-qualité - de la commande des maîtres d'ouvrage.

A cette occasion, la MIQCP a apporté sa vision et sa préoccupation de maintenir une commande éclairée, notamment en faisant valoir la nécessité de recourir le plus possible, dans le champ des études, aux procédures qui permettent le dialogue entre les maîtres d'ouvrage et les candidats. La MIQCP s'est, entre autre, mobilisée afin que subsiste la procédure des marchés de définition simultanés.

Il faut malheureusement constater que les libertés qu'offrait le Code des Marchés 2004 n'ont pas été réellement exploitées par les services de la commande publique.

Ce fut particulièrement le cas de la procédure adaptée qui a inquiété beaucoup de maîtres d'ouvrage publics, peu rompus aux méthodes de négociation avec les prestataires privés et peu sensibles à l'intérêt qu'elles présentent. Un des enjeux majeurs sera de promouvoir le dialogue qui favorise, selon nous, des choix judicieux et prépare des collaborations plus confiantes.

La nécessité d'une maîtrise d'ouvrage forte et compétente a été réaffirmée lors du repositionnement des services du Ministère de l'Équipement en tant « qu'ingénierie d'appui territorial », mais également lors des nombreuses manifestations de promotion des nouveaux montages en « Partenariat Public-Privé », ces derniers exigeant de la personne publique des savoir-faire plus grands que ceux nécessaires à l'exercice d'une maîtrise d'ouvrage classique. Dans cette optique la Mission a finalisé en 2005 avec le Centre National de Formation des Personnels Territoriaux, un cycle de formation à la Maîtrise d'Ouvrage destiné aux agents des collectivités territoriales.

Enfin le comité d'orientation de la MIQCP s'est réuni le 8 Juillet 2005. Il a permis d'éclairer les administrations concernées sur les activités de la Mission, l'année 2005 ayant été principalement consacrée à l'élaboration de plusieurs guides dont les éditions s'échelonneront en 2006. La MIQCP espère que ceux-ci seront utiles et toujours appréciés par les maîtres d'ouvrage.

François Kosciusko-Morizet
Président de la MIQCP



I

L' ACTION INTERMINISTRIELLE

La présence de la MIQCP dans les instances et les groupes de travail interministériels lui permet d'apporter les enseignements tirés de son contact quotidien avec les praticiens de la commande publique aux évolutions envisagées. Elle peut ainsi proposer les mesures susceptibles de favoriser la qualité des constructions publiques.

Transposition des directives «marchés publics» du 31 mars 2004

La transposition des « directives marchés » du 31 mars 2004 doit intervenir d'ici le 31 janvier 2006.

C'est ce qui a été fait par l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 pour les marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au Code des Marchés Publics.

La réforme du code en cours a cet objectif.

Ordonnance du 6 juin 2005

Cette ordonnance concerne les pouvoirs adjudicateurs non soumis au Code des Marchés Publics, comme les organismes privés d' HLM, les SEM, les GIP... et les entités adjudicatrices comme les ports.

Dans le cadre de la consultation interministérielle sur les décrets à prendre en application de l'ordonnance précitée, la MIQCP a rappelé la spécificité de la prestation de maîtrise d'œuvre et fait prévaloir les exigences de la loi « MOP ». Plus précisément après arbitrage du Premier Ministre, elle a obtenu notamment satisfaction sur le principe de l'indemnisation des concurrents dans toute procédure de concours.

Le décret concernant les entités adjudicatrices est du 20 octobre 2005, celui concernant les pouvoirs adjudicateurs du 30 décembre 2005.

Modification du Code des Marchés Publics

La MIQCP, dans le cadre de la consultation interministérielle qui s'est déroulée au cours du second semestre, a fait prévaloir le maintien ou la nécessité d'améliorer certaines règles organisant la commande publique en matière d'équipements publics notamment dans le domaine de la maîtrise d'œuvre. Une fois de plus, son objectif a été de promouvoir la qualité des constructions publiques et de donner aux partenaires concernés la souplesse nécessaire pour mener à bien avec efficacité leur opération.

La MIQCP a notamment mis l'accent sur la nécessité de conforter une procédure de concours opérationnelle conduisant au choix du meilleur projet. En deçà des seuils européens, la MIQCP, a attiré l'attention sur les dangers d'un contournement de la procédure du concours sous couvert de recours à la procédure adaptée. Dans ce cas, lorsque le maître d'ouvrage veut choisir son maître d'œuvre sur la base d'une prestation préfigurant le projet, elle a obtenu que le principe de l'indemnisation soit rendu obligatoire. Elle a par ailleurs demandé que soit clairement précisé que les maîtres d'ouvrage peuvent utiliser la procédure du dialogue compétitif pour la réalisation d'ouvrages relevant de la loi « MOP » lorsque la consultation est effectuée à partir d'un début de conception du projet d'un maître d'œuvre.

Le projet de décret sera finalisé début 2006.

Observatoire de la commande publique

Le 14 novembre 2005, Monsieur Thierry Breton, Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, a installé l'observatoire économique de l'achat public. Le Secrétaire Général de la MIQCP, est membre de cet observatoire en qualité de personnalité qualifiée.

L'observatoire est chargé de rassembler et traiter les données relatives aux aspects économiques de la commande publique et de produire, en liaison avec les services compétents, des analyses économiques. Ses missions consistent donc à rassembler et traiter les données statistiques (celles concernant les marchés publics au sens strict mais aussi, plus largement, celles concernant toutes les catégories juridiques de contrats participant à la commande publique) et à être un lieu de dialogue et de concertation entre tous les acteurs de l'achat public. Ce sera un instrument du pilotage de la politique économique de l'État.

Les contrats de partenariat. Principes et Méthodes

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie a publié en avril 2005 le guide : « Contrats de partenariat. Principes et Méthodes ». La Mission avait participé en 2004 au groupe de travail correspondant présidé par Monsieur Noël de Saint Pulgent.

A la demande du Ministre de la Culture et de la Communication, et de la MIQCP a été joint en annexe à ce guide, le document suivant :

« Recommandation relative aux relations entre maîtres d'œuvre et entrepreneurs respectueux de leurs domaines respectifs d'intervention ».

Ce document mis au point entre Entreprises Générales de France BTP et l'Union Nationale des Syndicats Français d'Architectes (UNSFA) et accepté par La Fédération des Syndicats des Sociétés d'Etudes et de Conseils (SYNTEC INGENIERIE), constitue une base positive qui permet de définir les rapports entre les différents acteurs dans les contrats de partenariat.

Mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat

Le Président de la MIQCP est membre du comité d'orientation de la mission d'appui à la réalisation des contrats de partenariat.

Ce comité de près de 40 membres regroupe des représentants de l'Etat, des Collectivités Locales et des secteurs d'activités concernés.

Il s'est réuni les 27 mai, 14 septembre et 14 décembre pour faire le point sur les activités de cette mission et l'évolution des différents projets de partenariats engagés.

Les groupes de travail ministériels

Ministère de la culture et de la communication

Formation des architectes et urbanistes de l'Etat (AUE)

La Mission a été entendue par le groupe de travail sur la formation des Architectes et Urbanistes de l'Etat et son ouverture aux agents des Collectivités Locales, constitué par le Directeur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et la Directrice du Centre des Hautes Etudes de Chaillot.

Sa contribution a porté sur la fonction de maîtrise d'ouvrage et a permis de rappeler que c'est un vrai métier qui demande une formation qualifiante spécifique et globale qui n'existe pas.

En effet la maîtrise d'ouvrage et l'assistance à maîtrise d'ouvrage font partie des activités que peuvent être amenés à prendre en charge des AUE. Leur formation doit donc au moins comprendre une solide initiation à ces métiers.

Maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques

Dans le cadre d'un travail mené par la Sous-Direction des Monuments Historiques et des Espaces Protégés de la Direction de l'Architecture et du Patrimoine, la Mission a été sollicitée comme expert sur les conditions de choix de l'architecte lorsque le propriétaire du monument historique n'est pas l'Etat.

Elle a été ainsi introduite dans le groupe de travail qui continuera à réfléchir sur ce sujet en 2006.

Ministère des Transports, de l'Equipeement, du Tourisme et de la Mer

Conseil général des Ponts et Chaussées

La Mission a été associée en tant que personnalité qualifiée aux travaux du Collège de Spécialité « Ingénierie d'appui territorial » du Conseil Général des Ponts et Chaussées dont la réunion d'installation a eu lieu le 13 octobre.

Ce nouveau collège, créé après la suppression du collège d'ingénierie publique, a des objectifs ambitieux fondés sur un nouveau positionnement des services de l'Etat notamment dans le domaine de l'aide à l'émergence de projets.

Direction Générale de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction (DGUHC)

Guide sur la mission d'assistance à décideur et maître d'ouvrage. Terminologie et repères de pratiques.

La DGUHC a publié en septembre 2005 un guide qui porte sur les missions relatives à l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) réalisé en partenariat avec SYNTEC INGENIERIE.

Au titre de la concertation engagée sur le projet de document, la Mission a pu exprimer son point de vue et ses remarques.

Elle a notamment insisté pour que soit mise en exergue la mission fondamentale « d'assistance générale » (conduite d'opération, mandat) et que soit reconnue la place prépondérante de la maîtrise d'œuvre dans la recherche de la qualité des constructions publiques.

Directions des Affaires Economiques et Internationales (DAEI)

Logiciel de rédaction des marchés

La MIQCP participe au groupe de travail initié par la DAEI qui élabore les logiciels de rédaction des marchés pour les services du ministère de l'Equipement. L'année 2005 a eu pour objet d'actualiser les documents existants et de travailler sur un marché de maîtrise d'œuvre « diagnostic » et un marché d'Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC).



II

LES ETUDES ET RECHERCHES

*Les méthodes proposées
ou les recommandations de la MIQCP
se doivent d'être en parfaite adéquation avec
le besoin du terrain. Pour nourrir son propos,
la Mission enquête sur les pratiques
quotidiennes des acteurs de la commande.
Elle organise des groupes informels
de discussion où les professionnels mettent
en perspective leur connaissance du système
français, dans ses points forts et ses points
faibles, afin d'en anticiper, si nécessaire,
les ajustements.*

Les nouveaux montages complexes publics-privés

Les montages publics-privés permettent l'élaboration de contrats globaux, permettant notamment de confier à un prestataire unique, dans un contrat unique, tout ou partie des missions de financement, conception, réalisation, maintenance, et éventuellement exploitation, d'un équipement public ou d'un service d'intérêt général. Ces montages, rendus plus légitimes et plus fiables juridiquement par les nombreux textes législatifs publiés depuis 2002, apparaissent comme « nouveaux », par rapport aux processus traditionnels de la commande publique.

Sont-ils vraiment « nouveaux » ? Quand sont-ils pertinents à mettre en œuvre ? Pourquoi s'orienter vers tel ou tel type de montage de préférence à un autre ?

Devant la tentation que représente ce type de montage en « P.P.P. », la MIQCP a souhaité clarifier les notions en jeu, pour aider les maîtres d'ouvrage publics qui souhaiteraient y recourir dans la préparation et l'organisation de leurs opérations.

Plusieurs actions sont entreprises simultanément :

- Des enquêtes :

Une mission sur l'évolution des pratiques des contrats de partenariat (PFI) en Grande-Bretagne a été organisée au printemps 2005, avec la collaboration du Centre de Recherche de l'Ecole d'Architecture de Paris-Val de Seine, et l'assistance de la Délégation Economique de l'Ambassade de France à Londres, sur la base du rapport précédemment établi en 2003. Des entretiens ont été menés avec les autorités en charge du développement des PPP/PFI, et des principaux organismes et acteurs déjà sollicités : quelles difficultés rencontrent-ils dans la mise en place de cette politique ? Les aspects positifs ? Les domaines mieux appropriés à ce processus ? La réorientation de la politique et l'apparition de nouveaux acteurs ? La place des concepteurs et les critères d'appréciation des offres ?

- Des études :

Une étude des montages contractuels envisageables pour la réalisation, en maîtrise d'ouvrage privée, d'ouvrages et d'équipements publics : confiée à un prestataire privé, cette étude se développe en deux phases : la première présente une analyse comparative de ces montages, sur la base d'une quinzaine de critères ; la deuxième portera sur l'analyse des conséquences sur la fonction de maîtrise d'œuvre et sur le rôle de la personne publique pour le choix d'un de ces montages contractuels.

- Des observations :

La participation à des commissions techniques analysant les prestations remises et leur évolution lors des phases de concurrence préparant à la dévolution de contrats de baux emphytéotiques, ou d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) avec location à option d'achat (LOA) pour des opérations du Ministère de l'Intérieur.

- Des interviews :

Des représentants de la Mission nationale d'Appui à l'Investissement Hospitalier (MAINH), dans la mise en œuvre du plan Hôpital 2007, et la préparation des premiers baux emphytéotiques hospitaliers (BEH) ;

La prise en compte des coûts différés

Des représentants de la Direction de l'Evaluation des Performances, des Affaires Financières et Immobilières (DEPAFI - Ministère de l'Intérieur) ;

Des cabinets de maîtrise d'œuvre, intervenant soit aux côtés de la personne publique (AMO), soit au sein de groupements ad hoc participant aux mises en concurrence.

- La participation à diverses instances interministérielles : voir précédemment

La MIQCP, qui avait déjà publié en 1988 un ouvrage intitulé «Intégrer la maintenance à la conception des ouvrages publics», a estimé qu'il fallait revenir sur un thème souvent évoqué mais peu mis en pratique : la prise en compte des coûts différés en amont et lors de la conception des ouvrages publics.

Le développement de la Haute Qualité Environnementale (HQE) et le raisonnement sur le cycle de vie des bâtiments incitent à réfléchir à cette question. De leur côté, les PPP (partenariats public-privé) revendiquent l'apport d'une réponse aussi logique que drastique, palliant les insuffisances depuis longtemps constatées en matière d'entretien du patrimoine.

La Mission a donc décidé, fin 2004, de publier un document s'adressant aux services de maîtrise d'ouvrage, mettant en exergue les enjeux du «coût global», et insistant sur le poids de l'exploitation-maintenance relativement à l'investissement en études et en travaux neufs. Il s'agit de donner les définitions indispensables à l'établissement d'un langage commun, et d'exposer les étapes nécessaires et suffisantes d'approche du «coût global» pendant les différentes phases d'étude, de programmation et de maîtrise d'œuvre.

Pour ce faire, la MIQCP, avec l'assistance d'un bureau d'études spécialisé, a lancé des enquêtes auprès de professionnels de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, de l'exploitation-maintenance et de l'économie de la construction. La rédaction de l'ouvrage, à la lumière des informations ou points de vues ainsi recueillis, a été effectuée au cours de l'année 2005. L'ouvrage intitulé « OUVRAGES PUBLICS ET COUT GLOBAL » prendra sa place dans la « collection » de la MIQCP et sera publié en janvier 2006.

Modèle de marché public de maîtrise d'œuvre en bâtiment neuf

Les travaux de la commission « contrats » du Conseil National de l'Ordre des Architectes (CNOA), amorcés en 2004, auquel se sont joints les autres organisations professionnelles de la maîtrise d'œuvre, se sont poursuivis en 2005.

Ces travaux étaient relatifs à l'élaboration d'un modèle de marché public de maîtrise d'œuvre en bâtiment neuf. La MIQCP y a participé dès le début, afin d'apporter la voix de la maîtrise d'ouvrage et de donner toutes les garanties à ce modèle en termes de respect de la législation spécifique à ce type de contrat. Le modèle, publié en septembre, est disponible en version informatique téléchargeable à partir des sites Internet de ces différentes instances. Le modèle est aussi présent sur le site de la MIQCP (www.archi.fr/MIQCP).

Guide de bon usage du processus de conception-réalisation

Les travaux de la MIQCP, relatifs à l'élaboration d'un guide de bon usage du processus de conception-réalisation, se sont poursuivis en 2005. Un projet de rédaction de ce guide a été soumis en septembre aux partenaires et professionnels concernés et impliqués dans un processus de conception-réalisation. A l'issue de cette concertation, la rédaction définitive du guide sera arrêtée en intégrant également les modifications que pourrait induire la publication du nouveau Code des Marchés Publics actuellement en préparation. En conséquence, le guide paraîtra au premier semestre 2006.

La professionnalisation des services de maîtrise d'ouvrage CNFPT

Soucieux de répondre aux besoins de formation des maîtres d'ouvrage publics dont les responsabilités se trouvent renforcées du fait de la décentralisation et de la nouvelle réglementation, la MIQCP et le CNFPT (Centre National de Formation des Personnels Territoriaux) ont travaillé ensemble pour mettre en place un cycle de formation professionnalisant destiné aux cadres territoriaux en charge des constructions publiques et correspondant à la durée d'un DESS (200h). Le groupe de travail piloté par un spécialiste en formation de l'Ecole Nationale d'Application des Cadres Territoriaux (ENACT) de Montpellier, a terminé l'élaboration du référentiel dit « REAC » (emploi, activités, compétences).

L'originalité et la complexité de la démarche adoptée pour définir le contenu de cette formation résident dans le fait qu'il n'est pas la transposition pure et simple de stages déjà existants mais l'aboutissement d'un travail basé sur l'analyse minutieuse des activités et compétences jugées nécessaires pour le bon exercice de cette fonction. Le programme doit être validé courant 2006 par le CNFPT pour être mis en application. La sélection des intervenants reste encore à faire. Si l'expérimentation de ce projet réussit, elle pourra être étendue à l'ensemble des ENACT.

Le mandat / La conduite d'opération

L'ouverture aux prestataires privés du marché de la conduite d'opération et du mandat de maîtrise d'ouvrage, a été introduite par l'ordonnance du 17 juin 2004 qui modifie la loi « MOP ». La MIQCP, suite à une réflexion menée avec les partenaires concernés au 2ème semestre 2004, s'est attachée à rédiger un guide à l'attention de l'ensemble des maîtres d'ouvrage qui font appel à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les sensibiliser aux enjeux du choix d'un conducteur d'opération ou d'un mandataire pour mener à bien un projet de qualité.

Ce guide qui paraîtra début 2006 comporte un volet de recommandations :

- qui rappelle l'importance et la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage publique ;
- qui fait des propositions sur le choix du conducteur d'opération ou du mandataire et sur le contenu du marché du prestataire ;
- qui précise la nature de la responsabilité du conducteur d'opération et du mandataire.

Il est complété par un second volet comportant des annexes qui constituent des outils opérationnels à la disposition des maîtres d'ouvrage notamment :

- un exemple de définition de mission de conduite d'opération et de mandat ;
- des exemples de décomposition de prix pour l'analyse de la proposition de rémunération ;
- un exemple de marché de conduite d'opération et de mandat.

Persuadée qu'il ne peut y avoir d'ouvrage de qualité sans maîtrise d'ouvrage de qualité, la MIQCP souhaite que ce guide soit largement utilisé par les maîtres d'ouvrage publics.

Les contrats de maîtrise d'œuvre urbaine

Ce projet d'édition d'un guide pour l'élaboration des contrats de maîtrise d'œuvre urbaine a pris naissance fin 2004. Il s'agissait notamment de répondre à de nombreuses demandes de services de collectivités ayant lancé une procédure de marché de définition simultanée, puis choisi, à son terme, une équipe avec laquelle ils ont à négocier un contrat. Le maître d'ouvrage de l'urbain a bien compris l'intérêt de s'attacher les compétences d'une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine sur plusieurs années, mais la rédaction effective d'un tel contrat est particulièrement délicate au regard de sa durée et de la relative imprévisibilité de l'enchaînement des opérations à venir.

Au cours de l'année 2005, la MIQCP a rencontré des représentants de la maîtrise d'ouvrage et des professionnels des divers domaines concernés, et a réuni un fond documentaire des contrats tels qu'ils sont actuellement pratiqués. La synthèse a été aujourd'hui réalisée ce qui a permis une rédaction qui va être prochainement soumise à concertation. La publication de cet ouvrage, parmi « la collection » de la MIQCP est prévue en 2006.

L 'après-concours

La MIQCP suit, grâce à la présence des architectes-consultants dans les jurys, une centaine de concours par an. Elle n'a que rarement l'occasion de suivre les opérations au-delà de cette étape décisive. Des enquêtes ont été organisées, sur un panel-test de huit opérations, pour analyser si la réalisation est bien à la hauteur des espérances nées du projet lauréat. Quel « dialogue » entre maître d'ouvrage et maître d'œuvre dans les phases de développement du projet ? Y a-t-il enrichissement du projet, ou au contraire appauvrissement ? Les points d'alerte à souligner ? L'intérêt de la procédure du concours ? La satisfaction des usagers finaux ?

Étude sur la détermination des enveloppes prévisionnelles

La MIQCP considère qu'il est nécessaire d'attirer à nouveau, l'attention des maîtres d'ouvrage publics sur la difficulté d'établir correctement les enveloppes financières de leur opération, et surtout de veiller à la cohérence entre celles-ci et les ambitions programmatiques.

On peut de plus en plus fréquemment observer des opérations engagées sur la base d'enveloppes incomplètes, voire sous-évaluées pour diverses raisons, ce qui sera, par la suite très préjudiciable au bon déroulement des études et du chantier, et par voie de conséquence, à la qualité et à la pérennité de l'investissement.

Le suivi statistique des consultations de maîtrise d'œuvre

La MIQCP se propose, après avoir recueilli les points de vue des différents acteurs (maîtrise d'ouvrage, programmistes, économistes de la construction, architectes,...) d'établir un diagnostic général de la situation, de restituer les causes des dysfonctionnements et mettre en lumière les conséquences dommageables de ceux-ci, pour la collectivité et pour chacun des participants à l'acte de bâtir.

Cette étude sera utilisée pour la rédaction d'un guide de recommandations à publier dans « la collection » de la MIQCP.

Comme chaque année depuis 1993, la MIQCP recense, à partir des annonces publiées au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et au Moniteur, le nombre des consultations publiques de maîtrise d'œuvre. Une analyse de ces annonces est faite en fonction notamment de la nature de la consultation (concours, procédures négociées,...), de la nature du maître d'ouvrage (Etat, Collectivités Territoriales) et de la nature de l'opération (neuf, réhabilitation). En 2005, cette analyse a porté sur la période janvier 2004 - décembre 2004. Ce travail de collecte lui permet de mesurer les volumes de commande, mais également d'analyser les pratiques des maîtres d'ouvrage.

Une note de synthèse portant sur les trois dernières années enquêtées (2001-2004) sera disponible au premier trimestre 2006.



III

LES MISSIONS AUPRES DU PUBLIC

La mission première de la MIQCP est d'aider à mettre en place les conditions de la qualité des ouvrages édifiés pour le compte des collectivités publiques. A ce titre, elle assure un rôle de conseil, d'information et de sensibilisation auprès des maîtres d'ouvrage publics et des prestataires qu'ils associent à leurs projets.

Les interventions des architectes-consultants

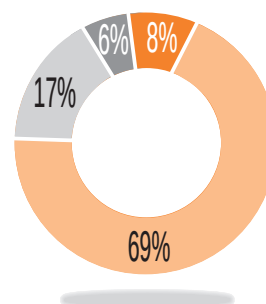
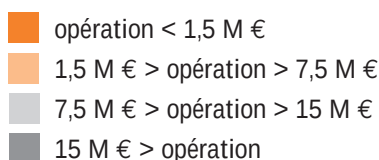
LE CONSEIL ET L'ASSISTANCE À LA MAÎTRISE D'OUVRAGE

La préoccupation constante de la MIQCP est de se mettre au service des professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre. L'activité de conseil et d'assistance au quotidien, malgré les fortes contraintes qu'elle implique, lui permet, outre le service rendu, de conserver une connaissance fine de la réalité des pratiques et de mesurer les attentes particulières des acteurs de la commande architecturale et urbaine.

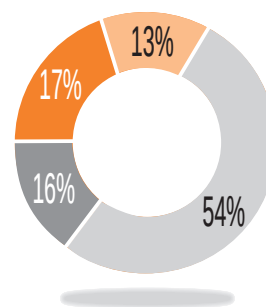
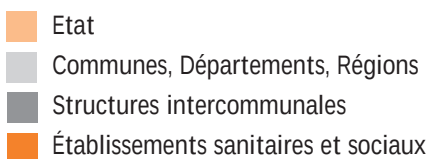
Les architectes-consultants de la MIQCP ont participé en 2005 à 176 réunions de jury concernant des concours, des procédures négociées spécifiques et des procédures de marchés de définition simultanés. Ces participations aux jurys ont permis d'apporter l'expertise des architectes-consultants pour conseiller le maître d'ouvrage sur le choix de son maître d'œuvre et, chaque fois qu'il y a concours, sur le choix d'un projet. Elles favorisent également l'émergence du nécessaire débat architectural approprié à chaque cas.

Ces interventions qui concernent le plus souvent (deux fois sur trois) des équipements appartenant aux domaines de l'enseignement, de la santé, de la culture et des sports et loisirs, peuvent s'analyser :

- En fonction du montant des opérations :



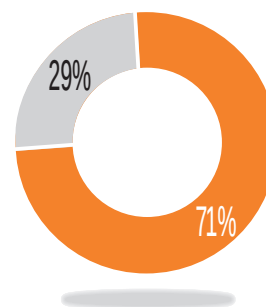
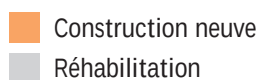
• *En fonction de la nature du maître d'ouvrage*



On constate que 87% des interventions des architectes-consultants de la MIQCP sont effectuées pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

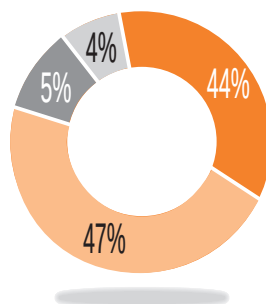
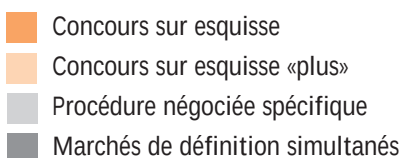
Ces chiffres sont cohérents avec les mesures faites par la MIQCP dans le cadre de statistiques établies depuis une dizaine d'années à partir des annonces parues dans le BOAMP et le Moniteur. En effet, elles montrent que 90% des consultations de maîtrise d'œuvre sont lancées par les Collectivités.

• *En fonction de la nature de l'opération :*



Ce résultat est également proche des données statistiques qui situent la part du neuf entre 60% et 70% suivant les années.

• *En fonction du mode de consultation :*



91% des interventions des architectes-consultants de la MIQCP sont pour des concours : c'est l'activité principale et traditionnelle de ces consultants.

Ces différentes analyses montrent la diversité des opérations pour lesquelles la MIQCP est sollicitée. Ces interventions constituent une source essentielle d'informations en provenance du terrain, permettant ainsi à la MIQCP d'établir des recommandations adaptées aux besoins des maîtres d'ouvrage.

La participation des architectes consultants aux jurys

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
JANVIER					
13.01	STRASBOURG	Agrandissement de la médiathèque de Lingolsheim	Communauté Urbaine de Strasbourg	S	Philippon
17.01	MIRECOURT	Construction du musée de la lutherie	Ville de Mirecourt	S	Guyard
21.01	REIMS	Réhabilitation du centre social des trois piliers	Ville de Reims	J	Dubois
25.01	SAINT-OUEN	Construction d'une médiathèque	Ville de Saint-Ouen	S	Dumetier
26.01	PARIS	Extension d'une bibliothèque	Région Ile-de-France	S	Dubor
FÉVRIER					
03.02	TROYES	Restructuration du parc des expositions	Communauté d'agglomération	S	Drevet
03.02	HAGENTHAL-LE-BAS	Construction d'une crèche	Ville d'Hagenthal-le-bas	S	Berlottier
04.02	CANNES	Construction d'un groupe scolaire	Ville de Cannes	S	Delord
10.02	BLOIS	Construction d'un pôle gériatologique	Centre hospitalier de Blois	S	Bouchez
11.02	SARTROUVILLE	Construction d'une crèche	Ville de Sartrouville	S	Dubois
14.02	MONTEVRAIN	Aménagement du parc du Mt Evrin	Ville de Montevrain	S	Barbier
14.02	NANTERRE	Reconstruction du collège Lakanal	Conseil général des hauts-de-Seine	S	Gautrand
18.02	MONTEAU	Aménagement de la place de la mairie	Ville de Monetau	S	Barbier
21.02	VALENCE	Construction d'un gymnase	Ville de Valence	S	Petit
22.02	VALENCE	Tènement foncier bâti en centre ville	Ville de Valence	S	Drevet
MARS					
03.03	VALBONNE	Projet de cité artisanale	SOVALAC	J	Absent
03.03	ROUEN	Regroupement de l'INSA	Rectorat de Rouen	S	Berlottier
04.03	NANTES	Restructuration d'un bâtiment	Centre Hospitalier Universitaire	S	Duchier
07.03	RENNES	Réhabilitation d'un complexe hôtelier	Ecole Nationale de la Santé Publique	S	Vetter
09.03	ST-VINCENT-DE-TYROSSE	Construction d'un équipement aquatique	Communauté de communes	S	Tribel
09.03	SAINT-BRIEUC	Restructuration d'un collège	Conseil général des Côtes d'Armor	S	Galibourg
10.03	NANTERRE	Construction d'un collège 700	Conseil général des hauts-de-Seine	S	Dumetier
14.03	NANTERRE	Construction d'un collège 600	Conseil général des hauts-de-Seine	S	Dubor
14.03	MARSEILLE	Construction d'un commissariat	Préfecture de police	S	Ricciotti
17.03	NANTERRE	Reconstruction du collège Gros Grès	Conseil général des hauts-de-Seine	S	Berlottier
17.03	PARIS	Construction du commissariat central	Préfecture de police	S	Drevet
17.03	PARIS	Restructuration du centre de secours	Préfecture de police	S	Dubor
18.03	LE MANS	Construction d'une unité	Maison de retraite Le Séquoia	S	Warnant
18.03	BORDEAUX	Reconstruction collège du Grand Parc	Conseil général de la Gironde	S	Saillol
21.03	LAON	Construction d'un centre de secours	SDIS 02	S	Warnant
23.03	DOUDEVILLE	Modernisation d'une maison de retraite	Maison de retraite à Cacheleu	S	Dubois
23.03	COURCOURONNES	Aménagement de la place Thorigny	Communauté d'agglomération	S	Barbier
23.03	MONTPON MENERSTOL	Construction d'une unité d'alcoologie	Centre hospitalier Vauclaire	S	Bouchez
24.03	MANTES-LA-VILLE	Aménagements des abords de la ville	Ville de Mantes-la-Ville	S	?
AVRIL					
06.04	ANGERS	Construction d'un plateau biologique	Centre hospitalier d'Angers	J	Dubois
06.04	PARIS	Extension de l'IUP Lieusaint à Sénart	Région Ile-de-France	S	Dumetier
07.04	CHATEAUNEUF DU PAPE	Reconstruction de la maison de retraite	Maison de retraite Prosper Mathieu	J	Kock
13.04	DIGNE-LES-BAINS	Groupeement de commandes pour un projet immobilier	CAF-URSSAF	S	Ricciotti
15.04	STRASBOURG	Palmarès de l'architecture	CAUE du Bas-Rhin	S	Dubois
15.04	SEVRES	Construction d'un nouveau hall d'accueil	Ville de Sèvres	S	Bougeard
21.04	TOULON	Réalisation d'un site de remisage	Communauté d'agglomération	S	Bouchez
21.04	SAINT-BRIEUC	Restructuration du laboratoire de développement	Conseil général des Côtes d'Armor	S	Daniel
21.04	BORDEAUX	Construction d'un foyer pour handicapés	Conseil Général de la Gironde	S	Bassez

* S : sélection des candidats
J : jugement
MD : marché de définition

CR : conception réalisation
Palmarès : remise de prix
A : autres

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
25.04	BORDEAUX	Reconstruction du collège de Libourne	Conseil général de la Gironde	S	Vetter
27.04	PARIS	Réalisation d'un bâtiment	Etablissement français du sang	S	Brout
27.04	NICE	Extension du bloc technique	Aéroports de la côte d'Azur	S	Dubois
27.04	FOIX	Reconstruction de l'ancien hôpital	OPAC de l'ariège	MD	Desmoulin
29.04	PERPIGNAN	Historial-mémorial du camp de Rivesaltes	SAEM Roussillon Aménagement	S	Delord
MAI					
03.05	TOURS	Construction d'un centre de loisirs	Ville de Riche	S	Dubois
03.05	MIRECOURT	Construction du musée de la lutherie	Ville de Mirecourt	J	Guyard
09.05	COLMAR	Réhabilitation du Tribunal de Grande Instance	Ministère de la justice	S	Dubois
09.05	MONT-DE-MARSAN	Création d'un complexe culturel	Ville de Léon	S	Warnant
11.05	CARVIN	Construction d'un équipement culturel	Ville de Carvin	S	Delord
11.05	NEVERS	Construction d'un centre d'archives	SEM de Nièvre	S	Duchier
12.05	NANTERRE	Constr. d'un centre d'examen du permis de conduire	DDE des Hauts-de-Seine	S	Berlottier
12.05	MONTIVILLIERS	Création d'une maison de l'enfance	Ville de Montivilliers	S	Dottelonde
17.05	CRETEIL	Prix architectural "Qualité de l'Habitat"	Conseil général du Val-de-Marne	Palmarès	Petit
18.05	SAINT-OUEN	Construction d'un bâtiment d'enseignement	SUPMECA	J	Weil
20.05	BETHUNE	Réalisation d'une halle-marché couvert	Ville de Béthune	S	Gautrand
25.05	TOURS	Construction d'un centre de formation	SDIS d'Indre-et-Loire	S	Gautrand
26.05	NUITS-ST-GEORGES	Reconstruction de l'hôpital	Hôpital local de Nuits-St-Georges	S	Imholz-levrey
31.05	LA ROCHE-SUR-YON	Requalification du centre urbain	Ville de la Roche-sur-Yon	S	Warnant
31.05	DEVILLE-LES-ROUEN	Reconstruction du centre hospitalier	Centre hospitalier "Les Jacinthes"	S	Butler
JUIN					
03.06	MARTIGUES	Construction et extension d'un bâtiment	Centre hospitalier de Martigues	S	Dubor
03.06	YENNE	Humanisation de la maison de retraite	Maison de retraite de Yenne	S	Spitz
09.06	AVIGNON	Construction de bureaux administratifs	DDTEFP	S	Kock
09.06	STRASBOURG	Construction d'une médiathèque	Communauté Urbaine de Strasbourg	S	Loupiac-roux
13.06	BOULOGNE-BILLANCOURT	Consultation Ile Seguin	Communauté d'agglo. du Val de Seine	J	Barani
15.06	COURCOURONNES	Réalisation d'un pôle enfance	Ville de Courcouronnes	S	Berlottier
20.06	BOBIGNY	Construction d'un commissariat	Préfecture de Seine-Saint-Denis	S	Tribel
22.06	LA TALAUDIÈRE	Construction d'un espace petite enfance	Ville de La Talaudière	S	Guyard
24.06	COMPIEGNE	Mémorial de la déportation	Ville de Compiègne	S	Dubois
27.06	GUYANCOURT	Construction d'une école maternelle	Communauté d'agglomération	S	Quelderie
28.06	VALENCE	Rénovation du musée de Valence	Ville de Valence	S	Delord
27.06	ST-QUENTIN-EN-YVELINES	Construction d'une école maternelle	Communauté d'agglomération	S	Quelderie
28.06	NANTERRE	Extension et réaménagement du gymnase	CREPS de Châtenay-Malabry	S	Bouchez
29.06	CRETEIL	Construction d'un bâtiment de réanimation	Hôpital Henri Mondor	S	Bouchez
30.06	BLOIS	Construction d'un pôle de gérontologie	Centre hospitalier de Blois	J	Bouchez
JUILLET					
01.07	CERGY-PONTOISE	Construction d'un nouvel hôpital	Centre hospitalier de Gonesse	S	Duchier
05.07	CHERBOURG	Construction d'une halle de sport	Communauté Urbaine de Cherbourg	S	Warnant
05.07	PARIS	Ésquisse Verte	Arene IDF	J	Galibourg
06.07	SCEAUX	Restructuration du complexe sportif	Ville de SCEAUX	S	Berlottier
06.07	AUBERGENVILLE	Construction de la maison des associations	Ville d'Aubergenville	S	Annulé
07.07	CAEN	Construction d'une halle de technologie	CROA de Caen	S	Saillol
08.07	BRIVE-LA GAILLARDE	Restructuration Sainte Féréole	Communauté d'agglomération	S	Loupiac-roux

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
11.07	MULHOUSE	Construction du nouvel hôpital Jean Monnet	SODEREC	S	Spitz
12.07	BOULOGNE-BILLANCOURT	Passerelle Boulogne	Ville de Boulogne	J	Barani
13.07	MARTIGUES	Construction et extension de l'hôpital	Centre hospitalier de Martigues	J	Dubor
18.07	NOGENT-LE-ROTRON	Recomposition urbaine du centre ville	Ville de Nogent-Le-Rotrou	S	Galibourg
20.07	BOURG-EN-BRESSE	Construction de deux collèges	Conseil Général de l'Ain	S	Spitz
20.07	MELUN	Construction d'une unité d'accueil	Hôpital local de Brie-Comte-Robert	S	Desmoulin
25.07	BORDEAUX	Reconstruction d'un bâtiment (collège)	Conseil général de la Gironde	CR	Loupiac-roux
AOÛT					
11.08	VIC-FEZENCAC	Construction d'un hôpital local	Hôpital local	S	Bassez
25.08	SARTROUVILLE	Construction d'un équipement	Ville de Sartrouville	MD	Vetter
26.08	LIMOGES	Construction d'un bâtiment	DDE Haute-Vienne	S	Saillol
30.08	STRASBOURG	Restructuration et extension du foyer de l'enfance	Conseil Général du Bas-Rhin	S	Dubois
30.08	LE MANS	Construction d'un nouveau stade de football	Ville du Mans	S	Duchier
31.08	SAINT-ETIENNE	Rénovation d'un amphithéâtre	Ecole Nationale Supérieure de Sécurité	S	Gautrand
SEPTEMBRE					
01.09	CHÂTEAU-THIERRY	Restructuration du centre hospitalier	Centre hospitalier de Château-Thierry	J	Absent
02.09	VALENCE	Réalisation d'un établissement	Office départemental de l'Habitat	S	Bougéard
06.09	BESANCON	Construction de la 2ème partie de l'UFR	Rectorat de Besançon	S	Imholz-levrey
07.09	LA ROCHE-SUR-YON	Requalification du centre urbain	Ville de La Roche-sur-Yon	S	Warnant
07.09	MONTBARD	Aménagement de l'Hôtel Buffon	Ville de Montbard	S	Desmoulin
07.09	NANTERRE	Construction du commissariat de Rueil	Conseil général des Hauts-de-Seine	MD	Duval
09.09	PLOUFRAN	Restructuration du laboratoire d'analyses	Conseil général des Côtes d'Armor	J	Daniel
12.09	LA SUZE-SUR-SARTHE	Conception Réalisation de l'Espace Communautaire	Communauté de com. du Val de Sarthe	S	Bermond
12.09	LEVALLOIS PERRET	Construction d'un collège	Conseil général des Hauts-de-Seine	J	Dubor
13.09	SAINT-JEAN-DE-LUZ	Aménagement d'un secteur urbain	Mairie de Saint-Jean-de-Luz	S	Yedid
13.09	LE MANS	Construction des locaux de l'antenne IUFM	Conseil général de la Sarthe	S	Absent
15.09	ROUEN	Extension de l'UFR	Académie de Rouen	S	Dumetier
15.09	VALENCE	Extension de la piscine Pommier	Ville de Valence	S	Petit
16.09	ROUEN	Projet de transport en commun TEO	Communauté d'Agglomération Rouennaise	S	Guervilly
16.09	PARIS	Construction du commissariat du 20e arrondissement	Préfecture de Police	J	Drevet
19.09	CANNES	Construction d'un complexe de tennis	Ville de Cannes	S	Yedid
20.09	RENNES	Construction d'un bâtiment de services	Conseil Général d'Ille-et-Vilaine	S	Duval
21.09	ALLASSAC	Reconstruction de l'EHPAD	EHPAD d'Allassac	S	Imholz-levrey
21.09	MONTIVILLIERS	Construction d'une cuisine centrale	Mairie de Montivilliers	J	Dottelonde
21.09	ST-MARTIN D'HERES	Restructuration d'un bâtiment administratif	Université Joseph Fourier	S	Dumetier
21.09	SAINT-ETIENNE	Rénovation d'un amphithéâtre	Ecole Nationale de Sécurité Sociale	S	Gautrand
23.09	PERPIGNAN	Mémorial de la déportation	Conseil Général des Pyrénées Orientales	J	Delord
28.09	NANTERRE	Construction d'un centre du permis de conduire	DDE des Hauts-de-Seine	J	Berlottier
29.09	REIMS	Projet de renouvellement urbain Croix-Rouge	Ville de Reims	MD	Dubois
29.09	LUISANT	Restructuration de la salle des fêtes	Ville de Luisant	J	Brout
OCTOBRE					
03.10	LEON	Création d'un centre associatif et culturel	Ville de Léon	J	Warnant
03.10	BORDEAUX	Restructuration de la SEGPA	Conseil Général de la Gironde	S	Quelderie
04.10	REIMS	Groupe scolaire Ravel Franchet	Ville de Reims	A	Tribel

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
04.10	BRIE-COMTE-ROBERT	Construction d'une zone Alzheimer	Centre Hospitalier de Brie-Comte-Robert	J	Philippon
05.10	SAINTE FEREOLE	Village de gîtes type HLL	Communauté d'agglomération de Brives	J	Loupiac-roux
07.10	LA TALAUDIERE	Construction d'un espace petite enfance	Ville de La Talaudière	J	Guyard
07.10	PARIS	Construction du commissariat du 20e arrondissement	Préfecture de Police	A	Drevet
07.10	ST-ROMAIN-EN-GAL	Construction d'une halle sportive	Communauté d'agglomération du Pays Viennois	S	Petit
10.10	BORDEAUX	Collège de Cadillac	Conseil Général de la Gironde	J	Loupiac-roux
11.10	CRETEIL	Construction d'un bâtiment d'ingénierie cellulaire	Hôpital Henri Mondor	J	Brout
13.10	STRASBOURG	Construction de la maison du Conseil Général	Conseil Général du Bas-Rhin	S	Daniel
14.10	ANGOULEME	Restructuration Construction de nouveaux bâtiments	Centre hospitalier d'Angoulême	S	Bassez
14.10	DIGNE-LES-BAINS	Groupement de commandes pour un projet immobilier	URSSAF-CAF Alpes de Haute Provence	J	Ricciotti
19.10	COLMAR	Réhabilitation et extension de la Cour d'appel et du TGI	Ministère de la justice	J	Dubois
20.10	CRETEIL	Construction d'un bâtiment d'odontologie	Centre hospitalier de Créteil	S	Duval
21.10	COMPIEGNE	Mémorial de la déportation	Ville de Compiègne	J	Dubois
24.10	VINON-SUR-VERDON	Construction d'une école maternelle	Ville de Vinon-sur-Verdon	J	Warnant
25.10	REIMS	Maison de Quartier Wilson	Ville de Reims	S	Delord
25.10	CHERBOURG	Construction d'une halle des sports	Communauté urbaine de Cherbourg	J	Warnant
25.10	MARTIGUES	Extension de l'hôpital	Ville de Martigues	J	Dubor
27.10	SAINT-HERBLAIN	Création d'un pôle de réadaptation fonctionnelle	UGEAM	S	Imholz-levrey
NOVEMBRE					
04.11	ROUEN	Regroupement de l'INSA	Rectorat de l'Académie de Rouen	J	Berlottier
09.11	VANVES	Création d'un pôle culturel	Ville de Vanves	S	Hellin
10.11	TOURS	Construction d'un équipement aquatique	Communauté d'agglomération de Tours	S	Gautrand
14.11	DIJON	Rénovation du Musée des Beaux Arts	Ville de Dijon	J	Drevet
16.11	COURCOURONNES	Aménagement de la place de l'Orme	Ville de Courcouronnes	S	Barbier
17.11	DEVILLE-LES-ROUEN	Reconstruction du centre hospitalier	Centre hospitalier "Les Jacinthes"	J	Butler
21.11	SAINT-QUENTIN	Extension d'un domaine à Magny les Hameaux	Communauté d'agglomération de Saint Quentin	S	Dubor
21.11	COMPIEGNE	Mémorial de la déportation	Ville de Compiègne	J	Dubois
24.11	VINON-SUR-VERDON	Construction d'une école maternelle	Ville de Vinon-sur-Verdon	J	Warnant
24.11	REIMS	Projet de renouvellement urbain Croix-Rouge	Ville de Reims	J	Dubois
25.11	HENIN-BEAUMONT	Requalification du site des Oignies	Communauté d'agglomération d'Hénin-Carvin	A	Warnant
29.11	MONT ST-AIGNAN	Restructuration du centre culturel	Ville de Mont Saint Aignan	S	Brout
29.11	BESANCON	Aménagement d'un laboratoire d'anatomie	Conseil Général de Franche Comté	S	Reichardt
29.11	STRASBOURG	Restructuration et extension du foyer de l'enfance	Conseil Général du Bas-Rhin	J	Dubois
29.11	CHATEAUNEUF-DU-PAPE	Reconstruction de la maison de retraite	Maison de retraite Prosper Mathieu	J	Kock
29.11	SAINT-BRIEUC	Restructuration du laboratoire d'analyses	Conseil général des Côtes d'Armor	J	Daniel
29.11	AUBERGENVILLE	Construction d'une maison des associations	Ville d'Aubergenville	J	Duval
30.11	DIJON	Réserves du Musée des Beaux Arts	Ville de Dijon	S	Daniel
DÉCEMBRE					
05.12	LISIEUX	Centre d'entraînement de Trot	Communauté de Communes de Lisieux	S	Yedid
06.12	LA SUZE-SUR-SARTHE	Construction de l'Espace Communautaire	Communauté de com. du Val-de-Sarthe	J	Bermond
06.12	LALOUVESC	Construction de 50 lits d'hébergement	Hôpital de Lalouvesc	S	Reichardt
07.12	CRETEIL	Construction d'un bâtiment à Orly	Préfecture du Val de Marne	S	Delord
07.12	NICE	Construction d'un bâtiment à l'aéroport	CCI Nice Côte d'Azur	J	Dubois
09.12	NANTES	Construction d'un collège	Conseil Général de Loire-Atlantique	S	Spitz
09.12	YENNE	Humanisation de la maison de retraite	Maison de retraite de Yenne	J	Guyard
13.12	SAINT-OUEN	Réalisation d'une école primaire	Ville de Saint-Ouen	S	Hellin

Les interventions des permanents de la MIQCP

DATE	VILLE	NOM DE L'OPÉRATION	NOM DU MAÎTRE D'OUVRAGE	TYPE DE RÉUNION*	CONSULTANT
13.12	BOURG-EN-BRESSE	Construction d'un collège	Conseil Général de l'Ain	J	Spitz
14.12	QUIMPERLE	Construction d'un centre de loisirs sans hébergement	Communauté de communes de Quimperlé	S	Bermond
15.12	REIMS	Groupe scolaire Ravel Franchet	Ville de Reims	J	Tribel
16.12	ROUEN	Construction d'un centre de formation d'apprentis	Ch. des mét. et de l'art. de Seine Maritime	S	Duval
20.12	BOURG-EN-BRESSE	Construction d'un collège	Conseil Général de l'Ain	J	Spitz
20.12	SARTROUVILLE	Construction d'un équipement	Ville de Sartrouville	MD	Vetter

Les congrès professionnels

La MIQCP participe aux congrès et assemblées générales de diverses institutions, associations et organisations professionnelles. C'est l'opportunité de rappeler et d'expliquer ses actions, de faire le point sur les évolutions en cours, et d'échanger informations et points de vue sur les thèmes d'actualité avec les professionnels concernés.

- Assemblée générale du SYPAA (Syndicat des Programmistes en Architecture et Aménagement), le 7 Avril 2005, à Paris, parmi les thèmes d'actualité à l'ordre du jour, la MIQCP a présenté les nouveaux montages concernant les partenariats publics-privés, et notamment l'ordonnance des contrats de partenariat, pour s'interroger sur le positionnement possible des programmistes : quelle offre de service ? Quelle stratégie d'actions ?
- Les Assises Nationales de l'AITF (Association des Ingénieurs Territoriaux de France), le 9 Juin 2005, à Reims, la MIQCP est intervenue dans le cadre de l'atelier « de l'expression des besoins à l'expression de l'objet architectural ».
- Dans le cadre du Forum Européen des Politiques Architecturales, organisé à Luxembourg les 25 et 26 Juin 2005, la MIQCP a été invitée à exposer sa position sur « le rôle du maître d'ouvrage public », au cours d'une table ronde ayant pour thème : « Environnement bâti et naturel : les outils pour la qualité ».
- Les Entretiens Territoriaux de Strasbourg, organisés du 6 au 8 Décembre 2005, sous le signe de l'innovation au service des politiques publiques locales, ont réuni près de 1600 participants au sein de 47 ateliers et rencontres. La table ronde de l'atelier 4, sur le thème « La maîtrise d'ouvrage face à la tentation de l'innovation » a permis à la MIQCP d'exposer ses travaux en cours sur les montages dits « innovants » en bâtiments publics, et d'expliquer « ce qui reste incontournable pour l'autorité publique initiatrice, ou les fausses-bonnes idées de recourir aux PPP ».
- Fédération Nationale des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (FNCAUE) le 20 juin à Paris. La MIQCP est intervenue pour réaffirmer qu'elle est issue d'une même volonté politique que celle qui a créé les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE), qu'elle défend les mêmes valeurs qu'eux et pour rappeler les actions communes engagées au niveau de la formation-sensibilisation des élus à la qualité architecturale.
- Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France (CICF), le 14 octobre à Annecy. La Mission est intervenue lors des journées techniques nationales organisées à Annecy par la CICF. Elle a notamment expliqué et commenté le modèle de marché public de maîtrise d'œuvre compte tenu de sa forte implication dans sa rédaction.

Les conseils approfondis à la maîtrise d'ouvrage :

Certains professionnels de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, engagés dans des projets concrets d'aménagement public, ont recours à la MIQCP lors des phases de préparation ou de choix des maîtres d'œuvre de ces opérations.

- DRE Picardie-DDE Somme : avis sur les divers montages possibles (bail emphytéotique avec fonction maintenance ?) du projet de réaffectation-réhabilitation d'une ancienne caserne, permettant de recourir à un financement privé pour la réalisation de l'opération et son entretien sur une période à déterminer.
- Mission du Mont-Saint-Michel : assistance pour le renouvellement de la convention de mandat entre le syndicat mixte pour le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel et l'Etat.
- Ville de Bondy (93) : échange sur diverses opérations menées par la Direction Générale des services de la Ville.
- Ville de Bois-Colombes (92) : échange sur diverses procédures de choix de maîtres d'œuvre engagées par la Ville.
- Ville de Courbevoie (92) : rencontre avec les services juridiques et d'aménagement de la Ville pour l'élaboration d'une méthode en vue de la restructuration du centre-ville, autour du centre commercial : recomposition du centre / reprise des espaces publics / prise en compte des diverses activités du site (logements, équipements divers, parkings, piscine, ...) et des parties prenantes intéressées.
- CAUE du Lot (46) : le Syndicat mixte du Pays Bourrian souhaite faire émerger de nouvelles références architecturales sur son territoire, notamment en ce qui concerne les maisons individuelles : le concours d'idées est-il une piste possible pour développer son initiative et atteindre ses objectifs ?
- Etablissement du Palais de Justice de Paris
La Mission a été sollicitée sur le montage opérationnel de cette très importante opération et notamment sur l'organisation du concours de maîtrise d'œuvre.
- Ministère des Affaires Etrangères
La Mission a été sollicitée à l'occasion d'une étude menée par ce ministère en vue d'un regroupement sur un nouveau site d'une grande partie de ses locaux.
- Conseil Général des Yvelines et RATP
La Mission a été consultée pour un problème de co-maîtrise d'ouvrage et de procédure de sélection de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une ligne de tramway.
- Club des chargés de patrimoine des Départements et des Régions
La Mission a été invitée à débattre le 17 mars avec cette association des procédures (notamment de sélection de maîtrise d'œuvre) favorisant l'émergence de la qualité des équipements publics.
- Préfecture de Police de Paris
La mission a participé en 2005 à deux rencontres avec le Service des Affaires Immobilières. Ces journées d'échange ont porté sur les notions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre appliquées aux opérations pilotées par la Préfecture de Police de Paris.

- Direction des Musées de France
La Mission a poursuivi sa collaboration avec cette direction en participant notamment à deux journées d'échange l'une le 20 avril avec leurs architectes conseils, l'autre le 1er décembre avec les conseillers des Directions Régionales des Affaires Culturelles (DRAC) pour les Musées.
- Ecole Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace
La Mission a été consultée (notamment deux fois sur place) par cette école sur la conduite du projet de réhabilitation et de restructuration de leur patrimoine immobilier et notamment sur l'organisation de la maîtrise d'ouvrage et sur les procédures de dévolution des marchés d'élaboration du plan d'aménagement, de diagnostic et de maîtrise d'œuvre.

Les interventions au titre d'expert

Enfin, dans le cadre de travaux plus larges, la MIQCP peut être sollicitée au titre de son expertise reconnue sur l'ensemble de la démarche de commande publique.

- Auditions sur les métiers de l'Architecture et du cadre de vie du Sénat le 2 Février 2005 : à la suite du rapport établi par Monsieur Dauge, Sénateur, à la demande de la commission des affaires culturelles, deux tables rondes ont été organisées pour débattre des préconisations faites : la MIQCP, a pu souligner quelques éléments forts concernant d'une part, l'amélioration des conditions d'exercice des professions de la maîtrise d'œuvre qui passe par une meilleure connaissance réciproque des métiers de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre, à introduire dès les formations initiales, et d'autre part, le constat d'une dégradation alarmante de la qualité de la commande publique, imposant de façon urgente un changement de culture, pour passer d'une logique de coût à une logique de qualité, faisant prévaloir le travail intellectuel des phases préalables, si mal reconnu, et totalement sous-évalué.
- Accueil d'une délégation chinoise, le 23 Mai 2005 : après avoir présenté à la délégation chinoise le processus traditionnel de développement des projets de constructions publiques et des conditions de qualité qui y sont attachées, la MIQCP a fourni une importante documentation, ainsi qu'un film, en chinois, sur l'organisation et le déroulement des concours d'architecture.
- Rencontre avec la Fondation de France : l'action des Nouveaux Commanditaires de la Fondation de France permet à des citoyens confrontés à des enjeux de société d'associer des artistes contemporains à leurs préoccupations par le biais d'une commande. Lorsque l'intervention proposée, d'initiative privée, est susceptible de s'inscrire en osmose avec l'aménagement de l'espace public, comment s'assurer de sa compatibilité avec les responsabilités de l'autorité publique, gestionnaire de ce domaine : quelle maîtrise d'ouvrage ? Quelle commande ? ... Invitée à réfléchir à ces questions de plus en plus courantes, la MIQCP a apporté sa contribution à la préparation d'un colloque sur le thème « Art et espace public » organisé par le CAUE et le Conseil général des Deux-Sèvres (voir aussi, les actions de sensibilisation).
- Le cercle de parrainage des Nouveaux Albums des Jeunes Architectes (NAJA), réuni, en présence du Ministre, le 13 Décembre 2005, a dressé le bilan des différentes actions menées et réfléchi aux nouvelles orientations que pourrait prendre cette instance avec son ouverture à toutes les compétences que rassemblent l'architecture et le paysage (création des Nouveaux Albums des Paysagistes).

Enfin, la MIQCP a reçu plusieurs services de Maîtrise d'Ouvrage en vue du lancement de marchés de définition simultanés. Ce fut le cas de Nantes, de la Roche-sur-Yon pour son projet de requalification du centre ville, Vesoul, à l'initiative de la DDE, quant au devenir de l'ancien hôpital, ou encore Montreuil, quant au réaménagement de l'A 1086 et de ses abords.

Les sollicitations et réponses téléphoniques

La MIQCP met les compétences de ses agents à disposition des professionnels qui la sollicitent sur des points précis, qu'il s'agisse de questions pratiques, d'explications de textes juridiques ou de méthodes ...

La disponibilité et l'écoute attentive, de même que les conseils personnalisés ainsi dispensés, encouragent le recours à cette assistance téléphonique permanente.

Communes, communautés de communes	25 %
Conseils généraux et régionaux	4 %
Universités, Ecoles, Centres de formation, secteur hospitalier	6 %
DDE, DRE	10 %
Autres organismes de l'Etat	13 %
CAUE	7 %
SEM, OPHLM	3 %
Prestataires privés (architectes, urbanistes, paysagistes, BET, programmistes...)	22 %
Autres (Associations, CROA, UNSFA, organismes para-publics)	10 %

L'INFORMATION

La MIQCP édite, en tant que supports d'information et de recommandations, des ouvrages divers. Elle s'attache à actualiser ses publications au fil des évolutions législatives et réglementaires, et à les mettre à la disposition de tous, notamment via son site (www.archi.fr/MIQCP). Elles sont toujours issues de l'observation des pratiques et de la concertation avec les partenaires concernés. Au cours de cette année, la préparation et l'imminence d'un nouveau code des marchés publics pour 2006 ont amené la Mission à suspendre la parution de divers ouvrages. Ceux-ci, se référant explicitement à ce texte, ne paraîtront qu'après sa promulgation.

Suite à l'enquête qu'elle a confié à Jean- Vincent Berlottier, architecte, et Bernard Gausset, ingénieur et directeur technique d'Arcadis ESG, relative aux modalités d'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre d'ouvrage d'art, la MIQCP a élaboré et diffusé début 2005 un guide de recommandations sur ce thème.

Ce document clarifie et précise les rôles essentiels que tiennent le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans le processus conduisant à la qualité des ouvrages d'art, maillons complexes et souvent porteurs d'images et de symboles des infrastructures de transport.

Les recommandations visent également à aider les maîtres d'ouvrage à choisir dans les meilleures conditions leurs partenaires maîtres d'œuvre.

Guide sur la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre en ouvrages d'art (janvier 2005)

La refonte du site internet [www.archi.fr/ MIQCP](http://www.archi.fr/MIQCP)

Le site Internet de la MIQCP, a été complètement refondu et mis en ligne en mars 2005.

Plus complet, grâce à la création de nouvelles rubriques, ce site permettra de suivre l'actualité de la Mission Interministérielle. Il permet le téléchargement en ligne de nos publications gratuites et informe des dates des formations et des manifestations auxquelles participe la MIQCP, et notamment celles des concours pour lesquels la Mission envoie l'un de ses consultants participer au jury.

La fréquentation du site poursuit sa progression, passant de 50 000 visites en 2004 à 62 000 visites en 2005.

LA FORMATION/ SENSIBILISATION

Depuis sa création, la MIQCP a toujours consacré beaucoup de temps et d'énergie au volet «formation».

Compte-tenu de la complexité et de l'évolution permanente des textes réglementaires qui régissent la commande publique, la Mission est très sollicitée par les acteurs publics et professionnels de l'aménagement et de la construction qui veulent mettre à jour leurs connaissances juridiques et comprendre les enjeux de leur mission.

La MIQCP met à disposition de ses interlocuteurs ses connaissances spécifiques qu'elle tient de sa participation à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires en liaison avec le Conseil d'Etat, et son expérience acquise au travers des opérations qu'elle suit et des contacts permanents établis avec les professionnels.

Dans le cadre de la formation continue, la MIQCP intervient régulièrement au cours de stages, soit de prise de fonction soit de perfectionnement organisés par des organismes de formation qui font régulièrement appel à ses services : Ponts-Formation-Edition, l'ENTPE de Lyon, l'ENTE de Valenciennes, les CIFP ou ponctuellement, à la demande de ses partenaires tant publics que privés comme les CAUE, les Directions Régionales de l'Equipement, les associations professionnelles telles que les Conseils Régionaux de l'Ordre des Architectes (CROA), les Groupe pour l'éducation permanente des architectes (GEPA)...

Depuis la réforme du code des marchés publics en 2004 qui donne plus de liberté et de responsabilités aux maîtres d'ouvrage, la MIQCP a vu son volume d'actions de formation-conseil se développer considérablement.

Pour l'ensemble des sujets abordés, l'équipe d'experts de la MIQCP a animé, sur l'ensemble du territoire français, une centaine de journées auxquelles ont participé plus de 4000 personnes.

Plus précisément, ces actions peuvent être détaillées de la façon suivante :

Journées organisées avec les DRE et DRAC sur le code des marchés publics

Les rencontres avec la maîtrise d'ouvrage organisées avec les C.A.U.E.

La Mission a poursuivi les journées d'explications qu'elle avait organisées en étroite collaboration avec les DRE et les DRAC sur les nouvelles règles de la commande publique apportées par le code des marchés publics de 2004. Elle s'est ainsi rendue les 16, 21 et 24 mars 2005 dans les régions du Centre (Orléans), de Midi-Pyrénées (Toulouse) et P.A.C.A. (Marseille). Ces trois journées ont mobilisé près de 500 maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre locaux.

Comme les années précédentes, la MIQCP et la Direction de l'Architecture et du Patrimoine (DAPA) continuent à apporter leur soutien financier au réseau des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE) dans l'organisation de journées destinées aux élus, notamment sur la qualité architecturale, les espaces publics et la HQE.

L'attribution de ces subventions passe par une étroite coordination entre la mission et la Fédération Nationale des CAUE (FNCAUE).

Il faut noter que des actions désormais peuvent être menées dans le cadre des Unions Régionales des CAUE permettant ainsi à certains CAUE non adhérents à la FNCAUE de pouvoir tout de même bénéficier de ces subventions.

C'est ainsi qu'un travail important a pu être produit vis-à-vis des maîtres d'ouvrage des petites et moyennes collectivités, grâce à l'action des CAUE, sensibles aux préoccupations spécifiques de leur département.

Onze journées subventionnées ont pu être montées.

L'Union Régionale des CAUE d'Ile-de-France a organisé « Les rendez-vous de la maîtrise d'ouvrage publique » : le principe est d'organiser une journée destinée aux élus et leurs services pour débattre d'un thème particulier, à l'occasion d'une visite d'opération, choisie en conséquence. Quatre réunions ont été tenues, avec la participation active de la MIQCP :

- à Guyancourt (78), le 22 mars 2005 : autour du thème « équipements culturels et intercommunalité » : ont été rappelées les évolutions récentes de la loi sur la maîtrise d'ouvrage publique (loi MOP), concernant l'évolutivité du programme, et la co-maîtrise d'ouvrage.
- à Saint-Martin du Tertre (95), le 21 avril 2005, autour du thème de la réaffectation-réhabilitation d'un local dans le centre d'un bourg rural.
- à Vincennes (94), le 12 mai 2005, un débat sur le code des marchés publics 2004.
- à Nanterre (92), le 16 juin 2005, autour de l'aménagement paysager des berges de Seine, a été proposée une comparaison entre les procédures de concours et de marchés de définition.

Après un bilan des actions 2005, des réunions se sont tenues pour la préparation du programme 2006. Quatre journées sont prévues en région parisienne : à Massy (91), Chessy (77), Saint-Denis (93), et Paris (75).

L'Union Régionale Rhône-Alpes et ses partenaires (Conseil Régional et Agence gouvernementale De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)) ont monté 3 journées d'informations pour les élus et leurs techniciens dans les départements de l'Ain, de la Loire et du Rhône les 30 mai, 2 et 8 juin sur des thèmes relatifs à l'intégration des objectifs de développement durable dans les projets de construction et d'aménagement.

Le développement durable est un principe central de l'action publique mais le manque de recul et la faiblesse de diffusion d'expériences et de réalisations à l'échelle des collectivités rurales et périurbaines ont trop souvent limité ce concept à une ambition purement morale. C'est la raison pour laquelle la sensibilisation et la formation des acteurs du territoire sur la dimension pratique et opératoire de ce concept sont apparus indispensables pour faire évoluer les modes de construction de l'action publique.

Le CAUE de l'Orne (61), le 26 Mai 2005, a organisé une journée sur la qualité paysagère et environnementale des zones d'activités : ce fut l'opportunité pour la MIQCP de présenter le contenu des étapes d'une conduite de projet pour garantir la qualité d'aménagement de ce type de zones, avant de suivre la visite du parc d'activités des jeux à La Ferté Bernard.

Le CAUE de l'Aude (11) le 27 Mai 2005, a organisé une journée de sensibilisation sur le développement durable et la Haute Qualité Environnementale (HQE) appliquée à la construction des bâtiments publics. Elle a donné une large place aux débats pour permettre de dégager les enjeux et les responsabilités des élus et maîtres d'œuvre locaux, avec un développement particulier donné aux secteurs de l'énergie et de la santé.

Les « rendez-vous du CAUE » de la Gironde (33), a demandé à la MIQCP d'animer toute une journée de formation, le 26 Mai, sur l'application du code des marchés publics aux marchés de maîtrise d'œuvre pour répondre aux questions sur le rôle et la responsabilité du maître d'ouvrage dans l'organisation de la commande et sur les modifications, suite au décret du 26 novembre 2004 qui ont été apportées aux règles d'attribution des marchés publics.

Le CAUE du Pas-de-Calais (62), et l'AMF 62, ont organisé un colloque, le 8 Novembre 2005, sur le thème « Qualité et espaces publics », pour parler projets avec les élus locaux, à partir d'une grande sélection d'opérations, et dégager à travers la présentation des acteurs les critères de qualité et les facteurs de réussite. Une suite devra être pensée pour le début 2006.

La MIQCP a par ailleurs participé à des actions menées par des CAUE non subventionnées.

Le CAUE des Bouches-du-Rhône (13), le 5 Juillet 2005, a invité élus et représentants d'organismes professionnels à une conférence-débat autour du thème : « La qualité architecturale et urbaine : un enjeu européen ».

Le CAUE du Val d'Oise (95), le 10 octobre 2005, prend l'initiative de rencontres multipartenariales, à réunir régulièrement, pour discuter plus ouvertement de leur programme d'actions ; il présente la mise en place d'un observatoire d'opérations, accessible par Internet, créé et alimenté en partenariat avec plusieurs CAUE non régionaux.

Le CAUE des Deux-Sèvres, est sollicité par le Conseil Général, pour définir une politique de coopération entre aménageurs et artistes. D'où le colloque, préparé avec la MIQCP et organisé à Parthenay (79), le 24 Novembre 2005, « Art et espace public », pour rappeler les modalités d'appel à l'intervention artistique, et les responsabilités de la collectivité en matière de commande publique d'œuvres d'art. (Voir par ailleurs, les interventions à titre d'experts, et la rencontre avec les Nouveaux Commanditaires de la Fondation de France).

Les formations proprement dites

Compte-tenu de l'actualité et des priorités qui se sont révélées en 2005, la MIQCP a en particulier animé des actions sur les principaux thèmes suivants :

Le Développement Durable

L'Association de Lorraine pour la Formation des Architectes (ALFA) a sollicité l'intervention de la Mission, le 15 novembre, pour présenter son rôle dans la promotion de la démarche environnementale relative au bâtiment.

L'ouvrage édité en 2003 par la Mission, « Constructions publiques, Architecture et HQE », est toujours distribué aux participants et sert de support aux débats. Cette rencontre a également permis de présenter le contenu de la nouvelle plaquette consacrée au coût global, à paraître en janvier 2006.

La maîtrise d'ouvrage urbaine

Dans le cadre du DESS de maîtrise d'ouvrage urbaine de l'Institut d'Urbanisme de Paris XII-Créteil, la MIQCP, a présenté les règles de la commande publique pour les consultations urbaines et les questions d'actualité (contrats de partenariat) les 13 mai et 4 juin 2005.

Le mandat et la conduite d'opération

Compte-tenu des mesures apportées par l'ordonnance du 17 juin 2004 qui modifie la loi MOP sur ce thème, la Mission a assuré des journées de formation spécifiques à ce sujet auprès de Ponts-Formation-Edition le 27 septembre et au Moniteur les 30 juin et 12 octobre. L'objectif était de faire le point sur le nouveau cadre réglementaire de l'exercice d'un mandat MOP et d'identifier les implications de la réforme sur la pratique des opérateurs privés.

La programmation des bâtiments publics

La MIQCP est intervenue dans le cadre de la formation continue dispensée par Ponts-Formation-Edition le 8 mars, et pour le compte des architectes au sein de l'Ecole d'Architecture de Lille, le 11 octobre, du Centre de Formation des Architectes d'Aquitaine, le 27 septembre, et du Conseil National de l'Ordre des Architectes de Paris, le 24 novembre.

La démarche de Programmation et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Formation spécifique continue destinée à des diplômés professionnels dans les domaines de l'espace de la production du cadre bâti, souhaitant intégrer des structures de maîtrise d'ouvrage et confrontés à l'exercice particulier des études préalables et de la pré-programmation architecturale. Mise au point par le GEPA (Groupe pour l'éducation permanente des architectes) avec le concours de la MIQCP, de la DAPA et de la SFA (Société Française des Architectes), elle a été expérimentée, avec succès, en 2004, et reconduite en 2005. Elle se déroule sur 20 jours, de mars à juillet et comporte un tronc commun sur la méthodologie et le savoir-faire spécifiques de la programmation, avec des modules spécifiques d'enseignements complémentaires devant être maîtrisés par les programmeurs. C'est l'occasion pour la MIQCP d'expliquer son travail et de faire connaître ses recommandations, aux côtés d'autres professionnels (ingénieurs,...).

Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures

Ce thème garde toute son importance du fait de l'externalisation de la maîtrise d'œuvre

notamment instaurée par la réforme de l'ingénierie publique au sein du Ministère de l'Équipement. Il a été traité à trois reprises, les 1 février, 4 octobre et 15 décembre à Ponts-Formation-Edition, le 1er décembre au CIFP de Toulouse, et spécifiquement à la DDE de l'Yonne le 9 Novembre.

La formation des jurés de concours

Cette formation est destinée aux architectes appelés à siéger dans les jurys. Un expert de la MIQCP a mis au point une formation spécifique étalée sur une journée complète, en s'associant à un architecte consultant alliant ainsi à la théorie la pratique professionnelle de terrain. Le « Mémento de l'architecte consultant de la MIQCP » distribué aux stagiaires sert de référence pour l'exercice de cette activité. Il permet d'expliquer les dispositions du code des marchés publics et d'évoquer la déontologie et le rôle pédagogique essentiel de ces professionnels. Les CROA de Champagne-Ardenne et du Poitou-Charente ont sollicité la MIQCP les 28 janvier et 25 mars 2005.

L'organisation des concours de maîtrise d'œuvre relatifs aux bâtiments et ouvrage d'art

Ce thème a été décliné à cinq reprises : le 23 février à l'Ecole Nationale de la Santé Publique, le 14 mars auprès des architectes du CROA d'Ile de France, le 13 juin au CIFP de Toulouse pour les personnels de l'Équipement et les 15 et 16 novembre à Ponts-Formation-Edition.

La gestion du Patrimoine

La MIQCP, a contribué au montage et à l'animation d'une formation de trois modules pour la prise de fonction des responsables de la gestion du patrimoine dans les universités, mise en place par l'Ecole Supérieure de l'Éducation Nationale à Poitiers qui a souhaité, avec le ministère de l'Éducation Nationale, professionnaliser les acteurs du patrimoine universitaire dans leur fonction de maîtres d'ouvrage.

Les formations assurées en 2005

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
JANVIER				
1 - PARIS	06/01/05	E.N.P.C. pour le compte de la D.G.U.H.C. (Ministère de l'Équipement)	Loi MOP : formation destinée à des jeunes architectes-urbanistes de l'État	J. Cabanieu
2 - AUXERRE	25/01/05	Ponts Formation Paris	Les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
3 - VALENCIENNES	26/01/05	E.N.T.E. (Ecole Nationale des Techniciens de l'État)	Formation des TSE : choix du maître d'œuvre	G. Lamour
4 - POITIERS	26-27/01/05	E.S.E.N. (Ecole Supérieure de l'Éducation Nationale)	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre appliquées à l'université - Loi MOP pour la gestion du patrimoine des universités	J. Cabanieu/ N. Sitruk
5 - CHALON -EN CHAMPAGNE	28/01/05	C.R.O.A. de Champagne-Ardenne	Jurés de Concours	G. Lamour/P. Vetter
FÉVRIER				
6 - PARIS	01/02/05	Ponts Formation Paris	Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures	N. Sitruk
7 - ROUEN	02/02/05	C.I.F.P. de Rouen	La loi MOP - les marchés de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
8 - PARIS	02/02/05	Sénat	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J.M. Galibourg
9 - NANCY	10-11/02/05	G.E.P.A.	Assistance à maîtrise d'ouvrage	A. Guervilly
10 - RENNES	21-23/02/05	E.N.S.P. (Ecole Nationale de la Santé Publique)	Assistance à maîtrise d'ouvrage	G. Lamour
MARS				
11 - PARIS	08/03/05	Ponts Formation Paris	Elaborer la programmation d'un ouvrage	G. Lamour
12 - PARIS	08/03/05	Ponts Formation Paris	Les acteurs de la construction et leurs responsabilités	N. Sitruk
13 - REIMS	11/03/05	Association H.Q.E.	Colloque : assises nationales	J.M. Galibourg
14 - TOURS	14/03/05	C.I.F.P. de Tours	Prise de poste des juristes : les acteurs et la responsabilité de la construction	N. Sitruk
15 - PARIS	14/03/05	C.R.O.A. Ile de France	Code + concours de maîtrise d'œuvre et rôle des architectes dans les jurys	J.M. Galibourg
16 - PARIS	14-15/03/05	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/G. Lamour
17 - TOULOUSE	16/03/05	D.R.E./DRAC Midi-Pyrénées	La nouvelle réglementation de la commande publique	J. Cabanieu/N. Sitruk
18 - PARIS	17/03/05	Association des Chefs des Services Techniques Départementaux + Conseils Généraux	Code des marchés publics, marchés de définition	J. Cabanieu
19 - MARSEILLE	21/03/05	D.R.E./DRAC PACA	La nouvelle réglementation de la commande publique	J. Cabanieu/N. Sitruk
20 - GUYANCOURT	22/03/05	CAUE 78	Modification de la Loi MOP	S. Weil
21 - ORLEANS		D.R.E./DRAC du Centre	La nouvelle réglementation de la commande publique	J. Cabanieu/N. Sitruk
22 - POITIERS	24/03/05	C.R.O.A. de Poitou-Charentes	Jurés de Concours	G. Lamour

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
AVRIL				
23 - PARIS	06/04/05	Les Rendez-vous de l'Architecture	Procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre urbaine	J. Cabanieu
24 - POITIERS	07-08/04/05	L' ESEN - Ministère de l'Education Nationale Gestion du patrimoine des universités	Le code des marchés publics et les responsabilités spécifiques à la construction et les assurances	J. Cabanieu et n. Sitruk
25 - PARIS	07/04/05	S.Y.P.A.A.	Partenariat Public-Privé	S. Weil
26 - LYON	11-12/04/05	E.N.T.P.E. (Ecole nationale des Travaux Publics de l'Etat)	Loi MOP : prise de poste des responsables des constructions publiques	N. Sitruk
27 - PARIS	13/04/05	Ponts Formation Paris	Le processus de réalisation des constructions et le mode de dévolution des marchés	N. Sitruk
28 - PARIS	18-19/04/05	C.I.F.P. de Paris	Intervention sur les marchés publics dans le domaine de la construction pour les services de l'Equipeement	N. Sitruk
29 - ST MARTIN DU TERTRE	21/05/05	C.A.U.E. du Val d'Oise (95)	Visites-débats autour de bâtiments et d'espaces publics : les responsabilités de la maîtrise d'ouvrage publique	S. Weil
MAI				
30 - PARIS	09/05/05	Ponts Formation Paris	Maîtrise d'ouvrage : quels repères pour une bonne assistance ?	N. Sitruk
31 - PARIS	10/05/05	ARENE Ile de France	Mandat, conduite d'opération	J.M. Galibourg
32 - PARIS	10/05/05	C.I.F.P. de Paris	FORUM H.Q.E.	N. Sitruk
33 - PARIS	12/05/05	E.F.E. (Entreprises-Formation-Edition)	Conduite d'opérations pour prise de postes des responsables des constructions publiques	N. Sitruk
34 - VINCENNES	12/05/05	C.A.U.E. du Val de Marne (94)	Loi MOP : la réforme	J. Cabanieu
35 - PARIS	13/05/05	I.U.P. de Créteil	Le nouveau code des marchés publics - construction, aménagement	J.M. Galibourg
36 - PARIS	18-19/05/05	C.I.F.P. de Paris	DESS de Maîtrise d'Oeuvre Urbaine	N. Sitruk
37 - PARIS	19/05/05	Délégation chinoise	Intervention sur les marchés publics dans le domaine de la construction pour les services de l'Equipeement	S. Weil
38 - ROUEN	19/05/05	Club des Maîtres d'Ouvrage Publics de Haute-Normandie	Echanges sur la réglementation en matière de commande publique	G. Lamour
39 - PARIS	23-24/05/05	D.A.P.A.(pour les conseillers en architecture des DRAC)	Le code des marchés publics - la loi MOP	J. Cabanieu/G. Lamour
40 - LA FERTE-BERNARD	26/05/05	C.A.U.E. de l'ORNE (61)	La conduite de projets d'équipements culturels publics : code des marchés publics, loi Mop	S. Weil
41 - MERIGNAC	26/05/05	C.A.U.E. de la Gironde	Sensibilisation des élus à la qualité architecturale, paysagère et urbaine	G. Lamour

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
42 - GRENOBLE	27/05/05	C.R.O.A. + DRAC de Rhône-Alpes	La nouvelle réglementation de la commande publique	J. Cabanieu/N Sitruk
43 - CARCASSONNE	27/05/05	C.A.U.E. de l'Aude (11)	Bâtiment public et développement durable	J.M. Galibourg
44 - ANSE (LYON-69)	30/05/05	Union Régionale des C.A.U.E. Rhône-Alpes (CAUE Rhône)	Sensibilisation des élus au développement durable	J.M. Galibourg

JUIN

45 - VALENCE (26)	02/06/05	Union Régionale des CAUE Rhône-Alpes (CAUE Drôme)	Sensibilisation des élus au développement durable	J.M. Galibourg
46 - PARIS	04/06/05	I.U.P. de Créteil	DESS de Maîtrise d'Ouvrage Urbaine	S.Weil
47 - PARIS	06/06/05	S.C.E.T.	Echanges sur la commande publique	N. Sitruk
48 - ANNECY	08/06/05	Union Rég. des CAUE Rhône-Alpes (CAUE Haute-Savoie)	Sensibilisation des élus au développement durable	J.M. Galibourg
49 - REIMS	09/06/05	AITF	Assises Nationales : table ronde sur la programmation	S.Weil
50 - PARIS	09-10/06/05	Ponts Formation Edition	Conduire les études architecturales et techniques dans le cadre de la loi MOP	G. Lamour
51 - PARIS	10/06/05	G.E.P.A.	Procédures de passation des marchés	S.Weil
52 - TOULOUSE	13/06/05	C.I.F.P.de Toulouse	Concours	A. Guervilly
53 - TOULOUSE	14/06/05	C.I.F.P.de Toulouse	Responsabilités du maître d'ouvrage public et des constructeurs	N. Sitruk
54 - PARIS	15/06/05	Ponts Formation Edition	Marchés de définition	J. Cabanieu
55 - NANTERRE	16/06/05	Union Régionale des C.A.U.E. en Ile de France	Visites-débats autour de bâtiments et d'espaces publics : aménager le fleuve et ses berges	S.Weil
56 - NOISIEL	17/06/05	CAUE de Seine-et-Marne	Sensibilisation à la Haute Qualité Environnementale	J.M. Galibourg
57 - TOULOUSE	21-22/06/05	A.T.D.(Agence Technique Départementale dépendant du Conseil Général de Haute-Garonne)	Formation des élus : procédures de passation des marchés de maîtrise d'œuvre - loi Mop	J. Cabanieu
58 - PARIS	23/06/05	Club des chargés des constructions publiques d'Ile de France	Code des marchés publics et concours de maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
59 - LUXEMBOURG	27-28/06/05	Ministère de la Culture	Forum Européen de l'Architecture	S.Weil
60 - PARIS	27-28/06/05	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/G. Lamour
61 - PARIS	30/06/05	Le Moniteur	Loi MOP : conduite d'opérations et mandat	N. Sitruk

JUILLET

62 - MARSEILLE	05/07/05	CAUE 13 (Bouche du Rhône)	Conférence : la qualité architecturale : un enjeu européen	S.Weil
63 - PARIS	09/07/05	G.E.P.A.(groupe pour l'Education Permanente des Architectes)	Clôture de la Session Programmation	S.Weil

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
SEPTEMBRE				
64 - NANTES	09/09/05	C.I.F.P. de Nantes	La maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre dans le cadre de la formation "prise de poste" des chargés d'opération du ministère de l'équipement	A. Guervilly
65 - MOLIETS	16/09/05	C.I.F.P. de Toulouse - "Jonction"	L'actualité sur la commande publique	N. Sitruk
66 - PARIS	20/09/05	Ponts Formation Edition	Elaborer la programmation d'un ouvrage : enjeux et rôle du programme	G. Lamour
67 - LORIENT	23/09/05	A.I.T.F. (Ass. des Ingénieurs territoriaux de France)	Congrès annuel - Sensibilisation à la HQE	J.M. Galibourg
68 - PARIS	26/09/05	C.I.F.P. de Paris	Loi MOP	N. Sitruk
69 - BORDEAUX	27/09/05	Centre de Formation des Architectes d'Aquitaine	Programmation	G. Lamour
70 - PARIS	27/09/05	C.I.F.P. de Paris	Maîtrise d'œuvre	N. Sitruk
71 - PARIS	27 /09/05	Ponts Formation Edition	Conduite d'opération, mandat	N. Sitruk
72 - PARIS	28 /09/05	Préfecture de Police de Paris	Maîtrise d'ouvrage	J. Cabanieu/S.Weil /N. Sitruk
73 - PARIS	29 /09/05	C.I.F.P. de Paris	Responsabilités du maître d'ouvrage public et des constructeurs	N. Sitruk
OCTOBRE				
74 - PARIS	04/10/05	Ponts Formation Paris	Les marchés de maîtrise d'œuvre en infrastructures	N. Sitruk
75 - PARIS	6-7/10/05	UNSFA	Colloque	MIQCP
76 - PARIS	10-11/10/05	Le Moniteur	Les marchés de maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/G. Lamour
77 - PARIS	11/10/05	Ecole Centrale	Passation des marchés de maîtrise d'œuvre et travaux	N. Sitruk
78 - PARIS	10/10/05	Ponts Formation Paris	Réception, responsabilités dans les constructions	N. Sitruk
79 - LILLE	11/10/05	Ecole d'Architecture + CETE + D.R.A.C. de Lille	Programmation	S. Weil
80 - PARIS	12/10/05	Le Moniteur	Conduite d'opération, mandat	N. Sitruk
81 - ANNECY	14/10/05	C.I.C.F. Rencontre annuelle	Colloque - Intervention à une table ronde	J. Cabanieu
82 - NANTES	17/10/05	C.I.F.P. de Nantes	Passation des marchés	N. Sitruk
83 - PARIS	18/10/05	Ponts Formation Paris	Organiser la maîtrise d'ouvrage d'un projet	J. Cabanieu
84 - PARIS	18/10/05	Ponts Formation Paris	Le processus de réalisation des constructions et mode de dévolution des marchés	N. Sitruk
85 - NANTES	19/10/05	C.I.F.P. de Nantes	Responsabilités du maître d'ouvrage public et des constructeurs	N. Sitruk
86 - PARIS	20/10/05	S.Y.N.T.E.C.	Congrès annuel	J. Cabanieu/N. Sitruk /G. Lamour

LIEU	DATE	ORGANISME DEMANDEUR	THÈME TRAITÉ	INTERVENANTS
NOVEMBRE				
87 - ARRAS	08/11/05	C.A.U.E. Nord Pas de Calais	Sensibilisation des élus sur la qualité des espaces publics	S.Weil
88 - TOULOUSE	08/11/05	SUPAERO	Organisation de la maîtrise d'ouvrage et choix de la maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu
89 - AUXERRE	08-09/11/05	D.D.E. de l'Yonne (89)	Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre liées aux projets d'infrastructures routières	N. Sitruk
90 - PARIS	15-16/11/05	Ponts Formation Edition	Les concours de maîtrise d'œuvre relatifs aux bâtiments et ouvrages d'art	J. Cabanieu / G. Lamour
91 - NANCY	18/11/05	Association Lorraine pour la Formation des Architectes (ALFA)	Développement durable et qualité environnementale en aménagement du territoire	J.M. Galibourg
92 - PARIS	23/11/05	C.I.F.P. de Paris	Responsabilités du maître d'ouvrage public et des constructeurs	N. Sitruk
93 - PARTENAY	24/11/05	C.A.U.E. des deux Sèvres	Insertion des œuvres d'art dans les espaces publics	S. Weil
94 - PARIS	24/11/05	C.N.O.A. au Salon de L'Association des Maires de France	Programmation et choix du maître d'œuvre	J. Cabanieu
95 - TOULOUSE	30/11/05	Conseil Général de Haute-Garonne	Loi Mop - Code des marchés publics	J. Cabanieu/N. Sitruk
DÉCEMBRE				
96 - TOULOUSE	01/12/05	C.I.F.P. de Toulouse	maîtrise d'œuvre relative aux projets d'infrastructures	N. Sitruk
97 - PARIS	01/12/05	Direction des Musées de France : rencontre avec les conseillers en DRAC	La conduite d'un projet de musée : code des marchés publics, loi Mop	J. Cabanieu / G. Lamour
98 - BASTIA	06/12/05	D.D.E. de Haute-Corse	Loi Mop - Code des marchés publics	N. Sitruk
99 - STRASBOURG	06-07-08/12/05	A.I.T.F. (Ass. des Ingénieurs territoriaux de France)	Congrès : maîtrise d'ouvrage et innovation	S. Weil
100 - DIJON	07/12/05	Ecole Nationale des Greffes	Loi MOP et Code des marchés publics	N. Sitruk
101 - PARIS	09/12/05	Préfecture de Police de Paris	Maîtrise d'œuvre	J. Cabanieu/N. Sitruk / S. Weil
102 - VALENCIENNES	14/12/05	E.N.T.E. (Ecole nationale des Techniciens de l'Etat)	Loi MOP	G. Lamour
103 - BORDEAUX	21/12/05	Centre de Formation des Architectes d'Aquitaine	Choix du maître d'œuvre	G. Lamour

Les publications

Mis à part les ouvrages diffusés par les éditeurs, les publications suivantes sont disponibles gracieusement auprès de la MIQCP en adressant un fax au 01 40 81 23 78. Elles sont également téléchargeables sur le site de la MIQCP : www.archi.fr/MIQCP

■ OUVRAGES GRATUITS DIFFUSES PAR LA MIQCP

(téléchargeables en PDF sur le site : <http://www.archi.fr/MIQCP/>)

OUVRAGES PUBLICS ET COÛT GLOBAL

Paris, MIQCP, janvier 2006 - 100 p.

MAITRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE EN OUVRAGES D'ART

Paris, MIQCP, janvier 2005 - 96 p.

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES : ARCHITECTURE ET "HQE"

Paris, MIQCP, avril 2003 - 83 p.

LES ESPACES PUBLICS URBAINS :

RECOMMANDATIONS POUR UNE DÉMARCHE DE PROJET

Paris, MIQCP, novembre 2001 - 172 p.

LA METHODE DES MARCHES DE DEFINITION SIMULTANÉS

Paris, MIQCP, juin 2001 - 84 p. (existe en langue anglaise)

LA QUALITE DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, décembre 1999 - 68 p.

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT : LA MAITRISE D'ŒUVRE

Paris, MIQCP, décembre 1998 - 60 p.

LA SELECTION DES CANDIDATURES

2^e éd. - Paris, MIQCP, décembre 1998 - 45 p. - (1^{ère} éd. en 1996)

CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, LE PRIX DES CONCOURS

Paris, MIQCP, novembre 1996 - 43 p.

■ LES ETUDES ET DOCUMENTS GENERAUX

MARCHES DE DEFINITION SIMULTANÉS : COMMENT REUSSIR VOTRE PROCEDURE ?

Actes de la journée d'études du 14 juin 2002, MIQCP / IPAA, avril 2004 - 91 p.

LE DEVELOPPEMENT DE LA PROCEDURE DE PPP/PFI EN GRANDE-BRETAGNE

MIQCP / Ecole d'Architecture de Paris Val-de-Seine, Novembre 2003.

LA DEVOLUTION DES MARCHES DE MAITRISE D'ŒUVRE EN EUROPE

(Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni)

Paris, MIQCP / DAPA - École d'Architecture de Paris-Val de Seine, Octobre 2002.

(existe en anglais)

PRESENTATION D'UNE DEMARCHE DE «WORKSHOP» INTERNATIONAL :

LE «PROJEKT-EWALD» MENÉ PAR LA VILLE DE HERTEN DU 19 AU 25 JANVIER 2002

Comprendre les pratiques européennes MIQCP /DAPA, Novembre 2002. Document provisoire.

LA COMMANDE PUBLIQUE DE MAITRISE D'ŒUVRE À TRAVERS LA JURISPRUDENCE

Paris, MIQCP, janvier 2000 - 51 p.

LES CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS L'UNION EUROPEENNE

Paris, MIQCP / DAPA - (École d'Architecture de Paris-Val de Seine, Décembre 1998)

(existe en anglais)





■ LES FICHES MEDIATIONS

14. Le concours de maîtrise d'œuvre - Décembre 2004
13. Recommandations pour l'application des règles du Code des Marchés Publics de 2004 et notamment celles introduites sur l'anonymat des concours par décret n°2004-1298 du 26 novembre 2004 - Décembre 2004
12. La procédure négociée spécifique à la maîtrise d'œuvre (Code 2004) - Juin 2004
11. Quelles procédures adaptées pour la passation des marchés de maîtrise d'œuvre en dessous des seuils européens ? - Mars 2004
10. Le Code des Marchés Publics de 2004 - Présentation des articles concernant la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre - Janvier 2004
9. Recommandations pour l'application des règles du nouveau code des marchés publics (décret du 7 mars 2001) en matière de maîtrise d'œuvre
8. Maîtrise d'œuvre : procédure négociée spécifique (Code 2001)
7. La maîtrise d'œuvre dans le nouveau Code des Marchés Publics (2001)
6. Recommandations pour l'application des nouvelles règles des concours de maîtrise d'œuvre
5. Opérations de réhabilitation
4. Champ d'application de la loi MOP
3. Application de la loi MOP et concours de maîtrise d'œuvre
2. Application de la loi MOP: contenu de l'élément de mission projet, dossiers quantitatifs
1. Application de la loi MOP: engagement du maître d'œuvre et taux de tolérance

■ ET UN FILM

LE CONCOURS AU SERVICE DE LA QUALITÉ ARCHITECTURALE

Présenté à Washington, le 7 décembre 1993 - Paris, MIQCP, 1993 - 22mn 15s, vhs secam pour la version française remise à jour en 1999 ; vhs pal et ntsc pour les versions anglaise et espagnole, ntsc pour la version américaine. (existe en versions italienne et chinoise)

■ OUVRAGES PAYANTS DIFFUSES PAR LES EDITIONS

ORGANISER UNE CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

3è éd. - Paris, Editions du Moniteur, mars 2003 - 231 p. - 42 €.

PROGRAMMATION DES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

2è éd. - Paris, Editions du Moniteur, - juin 2001 - 156 p. - 39 €.

GUIDE À L'INTENTION DES MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS POUR LA NÉGOCIATION DES RÉMUNÉRATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Paris, Editions du Journal officiel, 2000 - 132 p. - 5,80 €

(en vente aux éditions du Journal Officiel 26, rue Desaix - 75727 - Paris Cedex 15 ; paru au Moniteur des Travaux Publics, cahier détachable, n° 4729 bis, 15 juillet 1994. - pp., 205-224)

INTÉGRER LA QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE DANS LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES

Paris, MIQCP, Association pour la haute qualité environnementale des bâtiments,

Plan construction et architecture, mai 1998 - 143 p. - 10 €.

(en vente au CSTB ; Vente des publications BP n°2 - 77421 Marne la Vallée Cedex 2)

L' équipe



Jacques CABANIEU
Secrétaire général
Ingénieur général des Ponts
et Chaussées
01 40 81 23 32
Jacques.Cabanieu@equipement.gouv.fr



Jean-Marie GALIBOURG
Secrétaire général adjoint
Architecte urbaniste en chef
de l'État
01 40 81 23 34
Jean-Marie.Galibourg@equipement.gouv.fr



Sylvie WEIL
Chargée de mission auprès du
secrétaire général
Architecte urbaniste en chef de l'État
01 40 81 23 72
Sylvie.Weil@equipement.gouv.fr



Gérard LAMOUR
Conseil aux maîtres d'ouvrage
Ingénieur des TPE
01 40 81 23 43
Gerard.Lamour@equipement.gouv.fr



Nicole SITRUK
Conseil et expertise juridiques
01 40 81 23 41
Nicole.Sitruk@equipement.gouv.fr



Anaïs GUERVILLY
Conseil et expertise juridiques
01 40 81 23 33
Anaïs.Guervilly@equipement.gouv.fr



Sylvette FARGETTE
Chargée de formation
01 40 81 23 56
Sylvette.Fargette@equipement.gouv.fr



Siham FAHMI-FRIEDERICKS
Responsable de la communication
01 40 81 23 53
Siham.Fahmi@equipement.gouv.fr



Thierry ACHARD
Comptabilité, budget,
coordination des consultants
01 40 81 23 36
Thierry.Achard@equipement.gouv.fr



Barbara BURNOT
Secrétariat
01 40 81 23 30 ou 23 51
Barbara.Burnot@equipement.gouv.fr



Elisabeth SAMY-DESCHAMPS
Secrétariat
01 40 81 23 40 ou 23 75
Elisabeth.Samy-Deschamps@equipement.gouv.fr

Directeur de la Publication : Jacques Cabanieu
Coordination et communication : Siham Fahmi-Friedericks / Najat Abdessalam
Réalisation : Olivier Gizard
N° ISSN : 1770 - 9466

Mission Interministérielle pour la Qualité des Constructions Publiques

Arche Sud
92055 La Défense Cedex
Tél. : 01 40 81 23 30 - Fax : 01 40 81 23 78
www.archi.fr/MIQCP

Décret n° 77-1167 du 20 octobre 1977 portant création d'une Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques.

Le Président de la République,
Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la culture et de l'environnement, (...)

décète :

Art. 1^{er} - Il est créé une mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques chargée de favoriser l'amélioration de la qualité architecturale des bâtiments édifiés pour le compte des collectivités publiques.

Cette mission est placée auprès du ministre chargé de l'architecture.

Art. 2 - La mission assure une tâche de coordination, d'impulsion et d'information, en liaison avec l'ensemble des administrations de l'Etat, des établissements publics de l'Etat et des sociétés nationales. Elle peut assumer des missions de même nature en accord avec les collectivités locales, leurs établissements publics et les professions intéressées. (...)

Elle conduit, directement ou indirectement, des actions de formations de maîtres d'ouvrage publics. (...)

Art. 3 - Le ministre chargé de l'architecture saisit le Premier ministre des mesures proposées par la Mission et susceptibles de favoriser la qualité architecturale des constructions publiques. (...)

Fait à Paris, le 20 octobre 1977



mission
interministérielle
pour la qualité
des constructions
publiques

Arche Sud
92055 La Défense Cedex
Téléphone : 01 40 81 23 30
Fax : 01 40 81 23 78
www.archi.fr/MIQCP



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

